

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27 février 2018

Présents : MM. Galant J., **Bourgmestre, Présidente,**
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M., **Echevins,**
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M., Robette-Delputte F., Chanoine V.,
Delhayé J., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C., Egels E., Petit N.,
Conseillers,
Gillard S., **Directeur général.**

Excusés : Pottiez P., Vanderkel A. Decamps P., **Conseillers**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 23 janvier 2018 – partie publique – approbation.

Madame Senecaut fait remarquer qu'au point 12 du procès-verbal, il est à la fois indiqué que les quatre membres du Groupe PS votent contre la proposition (ce qui est correct), puis qu'ils s'abstiennent. Le Directeur général confirme l'erreur de retranscription.

Sur base de la correction demandée,

Le Conseil communal approuve le procès-verbal de la séance du 23 janvier 2018, partie publique, à l'unanimité.

2. Finances – Situation de caisse en date du 12 février 2018 – information

La situation de caisse au 12 février 2018 présente un solde débiteur de 2.647.825,25€.

3. Finances – Budget des services ordinaire et extraordinaire, exercice 2018, du CPAS de Jurbise – Approbation

Le Président du CPAS présente le Budget 2018 du CPAS.

Au service ordinaire, les prévisions budgétaires sont établies comme suit :

BUDGET 2018	
Prévisions de recettes	5.950.305,00 €
Prévisions de dépenses (-)	5.950.305,00 €
Résultat présumé	0,00 €

Au service extraordinaire, les prévisions budgétaires sont établies comme suit :

BUDGET 2018	
Prévisions de recettes	148.801,96 €
Prévisions de dépenses (-)	142.000,00 €
Résultat présumé	6.801,96 €

A l'issue de cette présentation, Monsieur Delhay se fait l'écho de l'inquiétude des représentants socialistes au sein du Conseil de l'Action sociale, qui ont remarqué une hausse des frais liés aux repas à domicile.

Le Président du CPAS confirme une légère hausse à ce poste, tout en précisant qu'elle résulte de l'emploi de 2 équivalents temps plein en charge du transport de ces repas. Il précise que ce nombre devrait connaître une légère évolution à la baisse à court terme.

Le Conseil communal approuve le budget des services ordinaire et extraordinaire du CPAS, exercice 2018, avec 13 voix pour et 4 abstentions. Le Président du CPAS ne prend pas part au vote, tandis que Mmes et Mrs Senecaut, Petit, Delhay et Breuse s'abstiennent.

4. **Marchés Publics : Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration – conditions, mode de passation et CSCh – approbation**

Monsieur Delhay demande s'il a été envisagé de recourir, pour ce marché, à la centrale de marchés organisée par la Province du Hainaut.

La Présidente et le Directeur général lui confirment que cette possibilité a été évoquée, mais compte tenu des nouvelles modalités de fonctionnement imposées par la Province, une telle éventualité serait plutôt envisagée en 2019, sous réserve des tarifs susceptibles d'être obtenus par ce biais.

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36, et notamment l'article 2, 36° permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2018-01-DM relatif au marché “Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration” établi par le « service Finances » .

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 122.407,50 € hors TVA ou 148.113,08 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel la Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise et des Fabriques d'Eglise implantées sur la Commune, et ce jusqu'à l'attribution du marché ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au service ordinaire du budget, exercice 2018, articles 421/12703, 722/12703, 83202/12703, 421/12503, 722/12503, 72201/12503, 72202/12503, 72203/12503, 767/12503, 762/12503, 76201/12503, 84010/12503 ainsi que 837/12503, 8351/12503 et 8443/12703 ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 02 février 2018, obtenu le 14 février 2018 et qu'il s'avère favorable ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2018-01-DM et le montant estimé du marché “Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration”, établis par le « Service Finances ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 122.407,50 € hors TVA ou 148.113,08 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3. - La Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise et des Fabriques d'Eglise implantées sur la Commune, et ce jusqu'à l'attribution du marché.

Article 4. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 5. - Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participants.

Article 6. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 7. - De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'exercice ordinaire du budget 2017, articles 421/12703, 722/12703, 83202/12703, 421/12503, 722/12503, 72201/12503, 72202/12503, 72203/12503, 767/12503, 762/12503, 76201/12503, 84010/12503 ainsi que 837/12503, 8351/12503 et 8443/12703

Article 8. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

5. **Marchés Publics : MP 2018-01-SG-GU relatif à la fourniture de béton maigre, sable stabilisé, empierrement stabilisé – conditions, mode de passation et CSCh – approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Attendu le cahier des charges N° 2018-01-SG-GU relatif au marché "Fourniture de matériaux (béton, sable stabilisé...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages" établi par le Service Travaux ;

Attendu que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Attendu qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;

Attendu qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 421/735-60 (n° de projet : 20180018) et sera financé par prélèvements ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par le Directeur financier ;

A l'unanimité DECIDE :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2018-01-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture de matériaux (béton, sable stabilisé...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 421/735-60 (n° de projet : 20180018).

Article 4. - De porter cette décision sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

6. Marchés Publics : MP 2018-02-SG-GU relatif à la fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton – conditions, mode de passation et CSCh – approbation

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Attendu le cahier des charges N° 2018-02-SG-GU relatif au marché "Fourniture d'éléments préfabriqués en béton" établi par le Service Travaux ;

Attendu que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Attendu qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;

Attendu qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 421/735-60 (n° de projet : 20180018) et sera financé par prélèvements ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par le Directeur financier ;

A l'unanimité DECIDE :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2018-02-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture d'éléments préfabriqués en béton", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 421/735-60 (n° de projet : 20180018).

Article 4. - De porter cette décision sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

7. **Marchés Publics : MP 2018-03-SG-GU relatif à la fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en fonte – conditions, mode de passation et CSCh – approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Attendu le cahier des charges N° 2018-03-SG-GU relatif au marché "Fourniture d'accessoires en fonte" établi par le Service Travaux ;

Attendu que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Attendu qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;

Attendu qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 421/735-60 (n° de projet : 20180018) et sera financé par prélèvements ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par le Directeur financier ;

A l'unanimité DECIDE :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2018-03-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture d'accessoires en fonte", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 421/735-60 (n° de projet : 20180018).

Article 4. - De porter cette décision sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. Marchés Publics : MP 2018-04-SG-GU relatif à la fourniture d'accessoires en PVC et géotextile – conditions, mode de passation et CSCh – approbation

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Attendu le cahier des charges N° 2018-04-SG-GU relatif au marché "Fourniture d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC et géotextile" établi par le Service Travaux ;

Attendu que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Attendu qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;

Attendu qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 421/735-60 (n° de projet : 20180018) et sera financé par prélèvements ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par le Directeur financier ;

A l'unanimité DECIDE :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2018-04-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC et géotextile", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier

des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.132,23 € hors TVA ou 5.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 421/735-60 (n° de projet : 20180018).

Article 4. - De porter cette décision sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

9. **Projets : Le Cœur du Hainaut à vélo – Appel à projets supracommunal – préfinancement et convention entre les Communes et les opérateurs – approbation**

Monsieur Delhayé demande et obtient confirmation que le préfinancement communal sera destiné à la Maison du Tourisme de Mons, désignée pour gérer ce dossier pour le compte des communes participantes.

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration ;

Considérant l'appel à projets communaux dans le cadre de la « supracommunalité » en Province de Hainaut – Préfinancement et convention entre les communes et les opérateurs ;

Vu la délibération du Conseil communal, en séance du 24 octobre 2017, décidant de l'adhésion au projet « Cœur de Hainaut à vélo » ;

Vu le courrier du 15 novembre 2017 de la Maison du Tourisme de Mons, informant les communes participantes de la nécessité de procéder à un préfinancement du projet, et du remboursement a posteriori de ce montant pour la date du 30 juin 2019 au plus tard ;

Sur proposition du Collège, en séance du 16 janvier 2018 :

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} - d'adhérer à la convention ci-jointe et d'accepter les modalités de préfinancement, de mise en place et d'entretien du réseau tels que précisés dans ladite convention.

Article 2 : d'avancer la somme équivalente à 3940,50 € à l'opérateur auquel la commune est rattachée, à savoir la Maison du Tourisme de la Région de Mons ASBL.

Article 3 : de désigner au sein de la commune une personne de contact qui aura le rôle « d'agentrelais » pour le projet :

- Nom / Prénom : SEBBE Ludovic
- Fonction / Service : Chef de service / Département Cadre de Vie
- Mail : ludovic.sebbe@commune-jurbise.be
- Numéro de téléphone : 065/37.74.63

Article 4 : de désigner au sein de la commune une personne qui effectuera la visite de terrain avant le placement définitif des poteaux et balises du réseau points-nœuds sur la commune, avec l'entreprise désignée pour le balisage, l'agent de la Province du Hainaut à la base de la cartographie et l'opérateur. Cette personne aura le dernier mot pour la commune concernant les derniers ajustements à effectuer, sur base du plan de balisage général pour la commune qui aura été préalablement approuvé :

- Nom / Prénom : SEBBE Ludovic
- Fonction / Service : Chef de service / Département Cadre de Vie
- Mail : ludovic.sebbe@commune-jurbise.be
- Numéro de téléphone : 065/37.74.63

Article 5 : de signaler à l'opérateur tout changement dans les personnes désignées aux articles 3 et 4 de la présente délibération.

Article 6 : de transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur Financier pour disposition.

10. Proposition du Groupe PS : Subsidés aux cultes et à la laïcité – approbation

Monsieur Delhayé présente ce point, pour le compte du Groupe PS :

« Cet exercice 2018 est marqué par une diminution des prévisions budgétaires en ce qui concerne les subsidés apportés aux cultes. Cette diminution, de plus de 6000 € par rapport à l'exercice 2017 dans les dépenses ordinaires de transferts, est indirectement liée à la baisse de fréquentation des églises et à des perspectives de désacralisation.

La mission de service public des communes étant d'apporter un soutien équitable à l'ensemble des philosophies pour garantie tolérance et diversité, il est proposé au Conseil communal de consacrer une partie de ces non dépenses à une majoration du subside accordé au centre d'action laïque.

Ce subside repris sous le libellé « maison de la laïcité » est limité depuis de nombreuses années à 1210 €, ce qui représente à peine plus de 1% des dépenses liées aux cultes.

Le groupe PS invite le Conseil communal à le doubler et le porter ainsi à 2420 € lors de la prochaine modification budgétaire de l'exercice 2018 ».

A l'issue de ces explications, la Présidente, après avoir rappelé que le Mouvement Laïque bénéficie d'un financement officiel depuis une Loi du 21 juin 2002 l'organisant, rappelle également à l'assemblée que la question du financement des cultes et du contrôle de celui-ci, a fait l'objet d'un long travail sous l'égide des Ministre Furlan puis Dermagne, et que ces questions relèvent aujourd'hui essentiellement de la Province.

Le niveau communal n'a dès lors aucune obligation de subsidier le mouvement laïque, et le subside octroyé par la Commune de Jurbise – le seul octroyé à une ASBL à Jurbise – est dès lors un subside strictement d'ordre facultatif.

La Présidente propose par conséquent de refuser la proposition du PS, mieux détaillée dans ci-dessous, s'agissant davantage d'une demande à destination de la Province, et invite le mouvement laïque à faire connaître formellement une demande d'augmentation de ses subsides, si celui-ci l'estime opportun.

Monsieur Delhay, tout en prenant acte de cette position et en confirmant l'information selon laquelle il s'agit effectivement d'une faculté communale, et non d'une obligation, estime qu'il s'agit toutefois d'une demande réaliste vu la diminution constatée des frais liés au culte, et que c'est ainsi un signal positif qui serait envoyé au CAL, le cas échéant. Il s'agit donc d'un choix politique, et d'un refus à assumer.

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Etant donné la diminution constatée des subsides globaux accordés aux fabriques d'églises ;

Etant donné que la désacralisation annoncée de lieux de cultes confirmera cette tendance à la baisse dans les dépenses de transfert ;

Etant donné le rôle que doit jouer la commune dans l'encouragement de la diversité, de la tolérance et de l'expression des courants philosophiques respectueux des droits humains ;

Etant donné que le subside accordé à la laïcité se trouve depuis de nombreuses années inchangé et ne représente que 1% des dépenses ordinaires globale du poste des cultes ;

Vu les débats en séance de ce jour ;

Décide :

Article unique. - La proposition consistant à augmenter le subside dédié à la laïcité, est rejetée avec 14 voix contre et 4 voix pour. Mmes et Mrs Galant, Caulier, Horny, Desmet-Culquin, D'Haese-Leuridant, Dubois, Mauroy-Moulin-Stalpaert, Hallot, Robette-Delputte, Chanoine, Demoustiez, Dessilly, Decoster et Egels votent contre cette proposition.

.

11. Motion du Groupe PS : Visites domiciliaires – adoption

La Présidente débute les discussions sur ce sujet en demandant à certaines personnes, présentes dans le public, de cesser, en cours de séance du Conseil communal, de manifester leur avis par le biais d'affichettes, comme l'interdit formellement le règlement d'ordre intérieur de cette assemblée. S'en suit un court échange de points de vue entre la Présidente et un membre du public.

Une fois l'incident clos, la Présidente passe la parole à Mme Senecaut, qui présente ce point, pour le compte du Groupe PS :

« Le récent projet de loi de la majorité fédérale autorisant les visites domiciliaires en vue d'arrêter une personne en séjour illégal a créé une vague d'indignation bien légitime dans la population.

Ce projet de loi, dans sa forme actuelle, semble remettre en cause certains éléments de la Constitution belge et apparaît largement disproportionné. Ce n'est pas que le droit à la vie privée des individus en séjour irrégulier qui est menacé, c'est aussi dans le cas d'espèce celui des personnes qui les accueillent qui pourront donc subir à l'avenir une visite domiciliaire [à 5 h du matin](#).

Alors que les attaques se font de plus en plus nombreuses contre la démocratie et les droits de l'homme, la Belgique à tous les niveaux de pouvoirs a la responsabilité de montrer au monde qu'il est possible de ne pas verser dans le populisme et le rejet de l'étranger qui cherche désespérément un endroit où il est possible de vivre dignement.

Dans ces conditions, ce projet de loi doit être combattu et il revient au Conseil communal de Jurbise de faire connaître au Gouvernement fédéral son opposition par rapport à ce texte ».

Madame Senecaut conclut en constatant que de plus en plus de milieux ont exprimé dernièrement leur opposition à ce projet de loi, et que ces visites domiciliaires ne peuvent s'assimiler à des perquisitions, qui sont encadrées par la loi et conditionnées au respect de certaines règles. Elle rappelle également que le rôle que ce projet de loi souhaite confier au juge d'instruction s'écarte du rôle habituel de ce dernier, et que le juge d'instruction, qui se verrait impliqué dans une procédure non plus judiciaire mais bien administrative, n'aurait plus aucun droit de regard sur celle-ci. Enfin, elle estime que les arguments politiques (des élus et communes libéraux s'étant également prononcés en faveur de telles motions) ou liés à l'intérêt communal (il en va ici, selon Mme Senecaut, de l'intérêt de tous les citoyens), ne peuvent être utilisés pour rejeter cette motion.

La Présidente, pour la majorité, répond à Mme Senecaut :

« J'aimerais souligner que cette motion n'a pas lieu d'être déposée dans un conseil communal.

En effet, Le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) prévoit, en son article L1122-30, que « Le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal ; il délibère sur tout autre objet qui lui est soumis par l'autorité supérieure. » Cet intérêt communal est également consacré par la Constitution (art. 162).

Force est de constater que cet article prévoit que, pour que le conseil communal statue sur un objet qui n'est pas d'intérêt communal, cet objet doit lui être soumis par une autorité supérieure (Etat fédéral, Région, Communauté, Union Européenne). Nous ne sommes aucunement dans ce cas de figure.

Dans le cadre de cette motion, aucun élément dans le dispositif ne fait référence à une quelconque compétence communale, ni d'un intérêt communal. Cette motion ne relève donc absolument pas des prérogatives ou des compétences du Conseil Communal.

En vertu de l'article 70 du ROI de notre Conseil communal, tout conseiller communal a le droit de déposer un point complémentaire à l'ordre du jour du Conseil communal. Le Collège ne peut en aucun s'y opposer.

Selon les conditions reprises par le CDLD (L1122-24) : « Le bourgmestre est tenu de déférer à cette demande, même s'il considère que le ou les point(s) dont l'addition est demandée ne relève(nt) pas de la compétence du conseil communal ». Ceci étant établi, l'Union des Villes et Communes de Wallonie considère elle-même que, dans ce cas de figure, « lors de la réunion, le président invitera le conseil communal à se déclarer incompétent. »

Je demande donc que le Conseil communal se déclare incompétent pour analyser la motion déposée par le groupe PS ».

Monsieur Delhaye précise, en réponse à la position défendue par la Présidente, que quelques 80 conseils communaux se sont déjà prononcés sur ce même sujet, et que Jurbise va donc se distinguer à cet égard en refusant de discuter d'une thématique qui intéresse tout le monde.

A l'issue de ce débat, la Présidente demande que le Conseil communal se déclare incompétent pour se prononcer sur la motion mieux détaillée ci-dessous. Cette proposition est approuvée avec 14 voix pour et 4 voix contre. Mmes et Mrs Senecaut, Petit, Delhaye et Breuse, votent contre la proposition de la majorité.

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Considérant le fait que la Commission de l'intérieur de la Chambre a examiné ce mardi 23 janvier 2018 le projet de loi qui autorise les visites domiciliaires en vue d'arrêter une personne en séjour illégal ;

Considérant le fait que la loi offre déjà aux forces de sécurité tout le loisir d'intervenir et de contrôler toute personne susceptible de nuire à l'ordre public ;

Considérant que le projet de loi vise à modifier la loi de telle sorte que les juges d'instruction soient placés dans la quasi obligation de permettre ces visites domiciliaires ;

Considérant que le domicile est inviolable selon l'article 15 de la Constitution, que les exceptions à l'inviolabilité du domicile sont strictissimes et que le juge d'instruction n'ordonne une perquisition que dans le cadre d'une infraction ou d'une instruction pénale et non d'une procédure administrative ;

Considérant que la Cour constitutionnelle, dans son récent arrêt 148/2017 du 21 décembre 2017, censure certaines dispositions de la Loi « pot-pourri II », et annule précisément la possibilité de procéder à une perquisition via une mini instruction en ces termes : *« En raison de la gravité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée et dans le droit à l'inviolabilité du domicile, la Cour décide que la perquisition ne peut, en l'état actuel du droit de la procédure pénale, être autorisée que dans le cadre d'une instruction. Permettre la perquisition via la mini-instruction dans le cadre de l'information sans prévoir des garanties supplémentaires pour protéger les droits de la défense viole le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile »* ;

Considérant que ce raisonnement s'applique a fortiori dans le cadre d'une procédure administrative ;

Considérant que le projet de loi stigmatise les personnes en situation de séjour illégal en supprimant les droits de la défense les plus fondamentaux et en assimilant une procédure administrative à une procédure pénale ;

Considérant que le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile sont des principes fondamentaux ;

Considérant que ce n'est pas que le droit à la vie privée des individus en séjour irrégulier qui est menacé, c'est aussi celui des personnes qui les accueillent qui pourront donc, demain, subir une visite domiciliaire à 5 h du matin ;

Considérant que chaque commune dispose d'un réel pouvoir d'appréciation dans la mise en œuvre des politiques actuellement menées par le gouvernement fédéral et que la protection des droits fondamentaux est l'affaire de tous les citoyens et doit être menée par tous les niveaux de pouvoir ;

Le Conseil communal de Jurbise

- **Invite le Parlement fédéral** à rejeter le projet de loi en question ;
- **Invite le Gouvernement fédéral** à reconsidérer sa position au regard des différents avis émis jusqu'à présent par le Conseil d'Etat, l'ordre des avocats, l'association syndicale de la magistrature et les différentes associations citoyennes (CNCD, Ligue des droits de l'Homme, CIRE...) ;
- **Charge Madame la Députée-Bourgmestre** de transmettre cette motion à M. Le Président de la Chambre, aux différents chefs de groupes parlementaires, à M. Le Premier Ministre, à M. Le Ministre de l'Intérieur et à M. Le Ministre de la Justice ;

- **Charge Madame la Députée Bourgmestre** d'inviter la Zone de Police Sylle et Dendre à s'engager à ce que des policiers ne demandent pas de mandat de perquisition et ne prennent nullement part à ces potentielles injonctions de "visites domiciliaires" ;
- **Déclare Jurbise** « commune hospitalière, responsable, accueillante et ouverte ».

Par conséquent, vu les débats en séance de ce jour, cette motion est rejetée.

12. Question(s) orale(s)

Pour le Groupe PS, Monsieur Delhay pose une première question :

« Avant l'été 2017, le Conseil communal, sur proposition du PS, avait décidé à l'unanimité de faire figurer le cadastre des mandats sur le site internet de la commune. Où en est la mise en oeuvre de cette décision devant se baser sur les informations récoltées auprès de chaque élu ? »

La Présidente confirme à Monsieur Delhay qu'après avoir réceptionné les dernières déclarations de mandat lors de la précédente séance du Conseil, ce cadastre est bien en cours d'élaboration, mais l'agent chargé de ce travail connaissant quelques problèmes d'ordre privé, un léger retard a été pris, qui sera bientôt résorbé.

Tout en prenant acte de cette réponse, Monsieur Delhay demande, dans la mesure du possible, à que ce cadastre soit publié dans un temps raisonnable avant les échéances électorales.

Pour le Groupe PS, Monsieur Delhay pose une seconde question :

« La réhabilitation de la voie Nisole a été abordée à plusieurs reprises en séance. Il a été question de concertation avec les agriculteurs en juin dernier sans retour vers le conseil. Il semble sur le terrain que des bornes aient été apposées mais ce sentier n'est toujours pas utilisable de manière ininterrompue. L'aménagement de la voie Nisole serait pourtant un bon signal de la volonté communale d'encourager la mobilité douce puisqu'elle relie, en ligne directe, la gare de Jurbise à Masnuy et à son école. Ne peut-on en faire une priorité pour ce printemps au travers par exemple de la pose d'un revêtement léger (graviers) ? »

La Présidente – photos prises ce même jour à l'appui – confirme que le tracé de la voie Nisolle a bien été rétabli, au grand contentement de son seul utilisateur habituel, et ce, suite à une réunion qui s'est tenue, comme prévu, avec les agriculteurs concernés.

Plus aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.